

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE

Délibération

Séance publique du 18 mars 2021

N° 2021-110

Convocation du 11 mars 2021

Aujourd'hui jeudi 18 mars 2021 à 14h30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la Salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Alain ANZIANI, Président de Bordeaux Métropole.

ETAIENT PRESENTS:

M. Alain ANZIANI, M. Pierre HURMIC, Mme Christine BOST, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, M. Stéphane DELPEYRAT, M. Patrick LABESSE, Mme Véronique FERREIRA, M. Alain GARNIER, M. Jean TOUZEAU, M. Bernard-Louis BLANC, M. Jean-François EGRON, Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE, Mme Brigitte TERRAZA, Mme Claudine BICHET, M. Jean-Jacques PUYOBRAU, Mme Claude MELLIER, Mme Brigitte BLOCH, Mme Béatrice DE FRANÇOIS, Mme Céline PAPIN, Mme Andréa KISS, M. Patrick PAPADATO, Mme Delphine JAMET, M. Stéphane PFEIFFER, Mme Marie-Claude NOEL, M. Alexandre RUBIO, M. Nordine GUENDEZ, Mme Isabelle RAMI, M. Dominique ALCALA, Mme Géraldine AMOUROUX, M. Christian BAGATE, Mme Amandine BETES, M. Patrick BOBET, Mme Christine BONNEFOY, Mme Simone BONORON, Mme Pascale BOUSQUET-PITT, Mme Fatiha BOZDAG, Mme Myriam BRET, Mme Pascale BRU, M. Alain CAZABONNE, M. Olivier CAZAUX, M. Thomas CAZENAVE, M. Gérard CHAUSSET, Mme Camille CHOPLIN, M. Max COLES, Mme Typhaine CORNACCHIARI, M. Didier CUGY, Mme Laure CURVALE, Mme Eve DEMANGE, Mme Fabienne DUMAS, M. Christophe DUPRAT, M. Olivier ESCOTS, Mme Anne FAHMY, M. Bruno FARENIAUX, M. Jean-Claude FEUGAS, M. Nicolas FLORIAN, Mme Francoise FREMY, M. Guillaume GARRIGUES, Mme Anne-Eugénie GASPAR, M. Maxime GHESOUIERE, M. Frédéric GIRO, M. Stéphane GOMOT, M. Laurent GUILLEMIN, Mme Fabienne HELBIG, M. Radouane-Cyrille JABER, Mme Sylvie JUQUIN, Mme Sylvie JUSTOME, M. Michel LABARDIN, Mme Nathalie LACUEY, M. Gwénaël LAMARQUE, Mme Fannie LE BOULANGER, Mme Harmonie LECERF, Mme Anne LEPINE, Mme Zeineb LOUNICI, M. Jacques MANGON, M. Guillaume MARI, M. Thierry MILLET, Mme Eva MILLIER, M. Fabrice MORETTI, M. Marc MORISSET, M. Jérôme PESCINA, M. Michel POIGNONEC, M. Philippe POUTOU, M. Patrick PUJOL, M. Benoît RAUTUREAU, Mme Marie RECALDE, M. Bastien RIVIERES, M. Fabien ROBERT, Mme Karine ROUX-LABAT, Mme Nadia SAADI, Mme Béatrice SABOURET, M. Sébastien SAINT-PASTEUR, M. Emmanuel SALLABERRY, M. Kévin SUBRENAT, M. Serge TOURNERIE, M. Thierry TRIJOULET, M. Jean-Marie TROUCHE, Mme Agnès VERSEPUY.

EXCUSE(S) AYANT DONNE PROCURATION:

M. Baptiste MAURIN à M. Frédéric GIRO
Mme Josiane ZAMBON à Mme Myriam BRET
Mme Stephanie ANFRAY à M. Sébastien SAINT-PASTEUR
Mme Nathalie DELATTRE à M. Patrick BOBET
M. Stéphane MARI à Mme Anne FAHMY
M. Pierre De Gaétan N'JIKAM MOULIOM à Mme Fatiha BOZDAG
M. Franck RAYNAL à Mme Zeineb LOUNICI

PROCURATION(S) EN COURS DE SEANCE :

Mme Christine BOST à Mme Véronique FERREIRA jusqu'à 15h30 le 18 mars

M. Patrick LABESSE à M. Alain GARNIER à partir de 17h45 le 18 mars

M. Patrick LABESSE à M. Alain GARNIER à partir de 16h le 19 mars

M. Jean TOUZEAU à Mme Véronique FERREIRA à partir de 17h05 le 19 mars

M. Bernard Louis BLANC à Mme Claudine BICHET à partir de 11 $\mathrm{h}25$ le 19 mars

M. Jean-François EGRON à Mme Christine BOST à partir de 15h50 le 19 mars

Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE à Mme Anne LEPINE jusqu'à 16h20 le 18 mars

M. Jean-Jacques PUOYBRAU à Mme Nathalie LACUEY à partir de 15h55 le 19 mars

Mme Brigitte BLOCH à M. Laurent GUILLEMIN à partir de 17h30 le 18 mars

Mme Céline PAPIN à Mme Brigitte BLOCH à partir de 17h05 le 19 mars M. Patrick PAPADATO à Mme Marie-Claude NOEL jusqu'à 15h20 le 19

Mme Delphine JAMET à Mme Harmonie LECERF à partir de 19h le 18 mars

Mme Marie-Claude NOEL à M. Bernard Louis BLANC jusqu'à 19h14 le 18 mars

M. Alexandre RUBIO à Mme Andréa KISS à partir de 17h10 le 19 mars

M. Nordine GUENDEZ à Mme Brigitte TERRAZA à partir de 16h le 19 mars

Mme Géraldine AMOUROUX à Mme Béatrice SABOURET à partir de 12h20 le 19 mars

M. Christian BAGATE à M. Fabrice MORETTI à partir de 19h10 le 18 mars

Mme Amandine BETES à M. Serge TOURNERIE le 18 mars

Mme Christine BONNEFOY à $\dot{\text{M}}$. Fabien ROBERT jusqu'à 16h44 le 18 mars

Mme Simone BONORON à Mme Karine ROUX-LABAT le 18 mars

Mme Simone BONORON à Mme Karine ROUX-LABAT à partir de 16h50 le 19 mars

- M. Thomas CAZENAVE à Mme Anne FAHMY à partir de 15h45 le 19 mars
- M. Max COLES à M. Patrick BOBET à partir de 17h30 le 19 mars
- M. Didier CUGY à M. Marc MORISSET de 17h00 à 18h30 le 18 mars
- M. Didier CUGY à M. Marc MORISSET à partir de 17h10 le 19 mars
- M. Christophe DUPRAT à M. Dominique ALCALA à partir de 19h10 le 18 mars
- M. Christophe DUPRAT à M. Michel LABARDIN de 15h à 17h20 le 19 mars
- M. Nicolas FLORIAN à Mme Béatrice SABOURET à partir de 17h30 le 18 mars
- Mme Françoise FREMY à Mme Pascale BOUSQUET PITT à partir de 16h37 le 18 mars
- M. Guillaume GARRIGUES à M. Alain CAZABONNE jusqu'à 19h19 le 18 mars
- M. Guillaume GARRIGUES à Mme Christine BONNEFOY jusqu'à 10h15 le 19 mars
- M. Guillaume GARRIGUES à M. Christian BAGATE à partir de 17h10 le 19 mars
- Mme Anne-Eugénie GASPAR à M. Thierry TRIJOULET à partir de13h30 le 19 mars
- M. Maxime GHESQUIERE à Mme Camille CHOPLIN à partir de 17h le 18 mars
- M. Maxime GHESQUIERE à M. Olivier CAZAUX de 14h20 à 17h35 le 19 mars
- M. Stéphane GOMOT à Mme Céline PAPIN à partir de 17h le 18 mars
- Mme Fabienne HELBIG est excusée à partir de 16h10 le 19 mars
- Mme Sylvie JUSTOME à M. Didier CUGY de 9h45 à 11h15 le 19 mars
- Mme Sylvie JUSTOME à M. Laurent GUILLEMIN à partir de 15h35 le 19 mars
- M. Michel LABARDIN à M. Jean-Marie TROUCHE jusqu'à 16h le 18 mars
- M. Gwénaël LAMARQUE à Mme Fabienne DUMAS de 16h20 à 19h le 18 mars
- M. Gwénaël LAMARQUE à M. Christophe DUPRAT de 12h15 à 14h20 le 19 mars
- Mme Fannie LE BOULANGER à Mme Eve DEMANGE le 18 mars
- M. Jacques MANGON à Mme Agnès VERSEPUY jusqu'à 10h20 le 19 mars
- M. Jacques MANGON à Mme Zeineb LOUNICI à partir de 16h13 le 19 mars
- M. Thierry MILLET à M. Fabrice MORETTI le 19 mars
- M. Michel POIGNONEC à Mme Christine BONNEFOY à partir de 14h20 le 19 mars
- M. Patrick PUJOL à M. Michel LABARDIN à partir de 14h20 le 19 mars
- M. Benoît RAUTUREAU à Mme Eva MILLIER à partir de 17h30 le 18 mars
- M. Fabien ROBERT à M. Alain CAZABONNE à partir de 16h15 le 19 mars
- Mme Nadia SAADI à Mme Claudine BICHET à partir de 19h le 18 mars
- M. Emmanuel SALLABERRY à M. Dominique ALCALA à partir de 16h50 le 19 mars
- M. Kévin SUBRENAT à M. Nicolas FLORIAN à partir de 17h30 le 19 mars
- Mme Agnès VERSEPUY à M. Jacques MANGON à partir de 19h10 le 18 mars
- Mme Agnès VERSEPUY à M. Jérôme PESCINA à partir de 12h27 le 19 mars

EXCUSE(S) EN COURS DE SEANCE:

Mme Fabienne HELBIG est excusée à partir de 16h10 le 19 mars

LA SEANCE EST OUVERTE



Création d'une centrale d'achats métropolitaine - Décision - Autorisation

Madame Véronique FERREIRA présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

La mutualisation des achats à l'échelle d'un territoire est un levier qui contribue à l'efficacité économique globale de la commande publique.

A l'échelle de la Bordeaux Métropole, elle est mise en œuvre progressivement depuis 2015, par l'intermédiaire principalement de groupements de commande. A ce jour, soixante-quatre groupements ont été constitués auxquels ont adhéré plusieurs communes, satellites et organismes publics locaux (Université de Bordeaux notamment). Ils ont permis de générer des prix plus attractifs tout en veillant à dimensionner les cahiers des charges dans un objectif d'éco-responsabilité et d'accès des TPE/PME. A titre d'illustration, les gains économiques en fonction des communes et des contrats ont oscillé entre 5 et 25%.

Malgré l'intérêt de ce dispositif, plusieurs écueils ont été identifiés comme notamment :

une lourdeur administrative tant pour la création des groupements que pour la notification des marchés en découlant ;

l'impossibilité pour une commune de devenir membre d'un groupement déjà mis en place

Face à ce constat Bordeaux Métropole se propose de se constituer en centrale d'achats territoriale afin d'apporter un outil supplémentaire et un complément aux groupements de commande renforçant la mutualisation des achats à l'échelle de son territoire tout en poursuivant la mise en œuvre des objectifs définis dans le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER).

Ce nouveau dispositif offre de réelles opportunités d'optimisation du processus achat dans un cadre juridique souple. En effet, en application de l'article L 2113-2 du code de la commande publique, Bordeaux Métropole, acheteur public dont les achats sont soumis aux règles de la commande publique, peut se constituer en centrale d'achats territoriale en qualité d'intermédiaire. Lorsqu'elle agit dans ce cadre, la métropole conserve sa personnalité juridique propre et conclut avec les opérateurs économiques des marchés et accords-cadres de fournitures ou de services et de travaux, pour les communes de son territoire, leurs Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS), ainsi que des entités publiques qu'elle finance ou contrôle (régies à personnalité juridique et autonomie financière telles que la régie

des restaurants ou de l'eau par exemple).

Les contrats conclus par la centrale d'achats territoriale sont donc passés dans la limite des compétences de Bordeaux Métropole et portent seulement sur les achats qu'elle réalise pour ses propres besoins. Les acheteurs publics, mentionnés ci-dessus, restent libres d'y recourir ou non pour tout ou partie de leurs besoins à venir et à n'importe quel moment. Par ailleurs les communes qui recourent à la centrale d'achats sont considérées comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence.

Les principales familles d'achats et projets envisagés de confier à la centrale d'achats sont à ce stade :

le projet 1 million d'arbres ;

la fourniture de papier et d'enveloppes ;

les prestations topographiques;

l'outillage;

les produits d'entretien et d'hygiène ;

les objets publicitaires ;

les fournitures de bureaux.

Les communes intéressées devront délibérer pour adhérer à la centrale d'achats. Cette adhésion sera conclue pour une durée indéterminée mais d'un minimum de cinq ans, soit le temps de la mandature. Elle sera gratuite pour les 13 communes ayant mutualisé la commande publique et pour les autres acheteurs elle sera de :

1 500 €/an pour les communes de moins de 4 000 habitants ;

4 500 €/an pour les communes de plus de 4 000 habitants et pour les satellites de Bordeaux Métropole

Cette cotisation annuelle permettra aux communes intéressées de pouvoir accéder à tous les marchés passés par la centrale d'achats, de participer à tous les futurs groupements de commande pour des besoins non couverts par la centrale d'achats (à l'exception du domaine des bâtiments) et de bénéficier des divers outils de veille juridique proposés par Bordeaux Métropole et de son réseau des acheteurs.

Les modalités de fonctionnement et de gouvernance de la centrale d'achats sont décrites dans le projet de convention d'adhésion joint en annexe à la présente délibération.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis d'adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Bordeaux Métropole,

VU le Code de la commande publique et ses articles L 2113-2 et suivants

ENTENDU le rapport de présentation

DECIDE

<u>Article 1 :</u> d'autoriser Bordeaux Métropole à s'ériger en centrale d'achats territoriale ainsi que ses conditions d'adhésion.

<u>Article 2 :</u> d'approuver les modalités d'adhésion et de fonctionnement de la centrale d'achats.

Article 3 : d'autoriser Monsieur le Président à signer tout acte se rapportant à son fonctionnement et notamment la convention jointe en annexe.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 18 mars 2021

REÇU EN PRÉFECTURE LE : 25 MARS 2021	Pour expédition conforme,
ZJ MARO ZUZI	la Vice-présidente,
PUBLIÉ LE : 25 MARS 2021	
	Madame Véronique FERREIRA